Tôtes 2018

Crise économique/ Mondialisation

(modules 1 et 2)

Documents

1. Accumulation et crises

- La possibilité des crises, Karl Marx, Le capital, Livre I, Tome 1.
- L'explication marxiste des crises de surproduction, Extrait de Ernest Mandel, « La crise 1974-1982. Les faits. Leur interprétation marxiste », 1982, Paris, Flammarion.
- Ondes longues et « ordres productifs », Extrait de « Les rouages du capitalisme », Christian Barsoc (1999)

2. La mondialisation

- « La bourgeoisie envahit le globe entier », Karl Marx & Friedrich Engels, « le manifeste communiste », 1848
- « Qu'est-ce que la mondialisation ? », Sylvie Brunel, Sciences Humaines, février 2007 (extraits)
- « Après l'Asie, les usines H&M arrivent en Afrique », Matthieu Hoffstetter, Bilan (Suisse), 21 août 2013 (extrait)
- La classe ouvrière mondiale

3. Crise : perspectives

- « New Deal » et keynésianisme : au secours du capitalisme... Henri Wilno, Tout est à nous hebdo, décembre 2008
- Le néolibéralisme, « un cauchemar sans fin » ? (Henri Wilno, « La gauche », LCR belge, n° été 2016)
- Quelques traits du fonctionnement capitaliste, Extraits de « Dix ans de crise… et puis Macron », Michel Husson, A l'encontre, octobre 2017
- Crise économique et désordres mondiaux, Michel Husson, A l'encontre, Septembre 2018
- Les coordonnées de la crise qui vient, Michel Husson, A l'encontre, 23 Octobre 2015
- Les dominants s'inquiètent- Deux articles récents des Echos
- Le capitalisme a-t-il rencontré des limites infranchissables?, François Chesnais, A l'encontre , 4 - février – 2017
-

1. Accumulation et crises

La possibilité des crises, Karl Marx, Le capital, Livre I, Tome 1.

La circulation des marchandises se distingue essentiellement de l'échange immédiat des produits. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'oeil sur ce qui s'est passé. Le tisserand a bien échangé sa toile contre une bible, sa propre marchandise contre une autre; mais ce phénomène n'est vrai que pour lui. Le vendeur de bibles, qui préfère le chaud au froid, ne pensait point échanger sa bible contre de la toile; le tisserand n'a peut-être pas le moindre soupçon que c'était du froment qui s'est échangé contre sa toile, etc.

La marchandise de B est substituée à la marchandise de A; mais A et B n'échangent point leurs marchandises réciproquement. Il se peut bien que A et B achètent l'un de l'autre; mais c'est un cas particulier, et point du tout un rapport nécessairement donné par les conditions générales de la circulation. La circulation élargit au contraire la sphère de la permutation matérielle du travail social, en émancipant les producteurs des limites locales et individuelles, inséparables de l'échange immédiat de leurs produits. De l'autre côté, ce développement même donne lieu à un ensemble de rapports sociaux, indépendants des agents de la circulation, et qui échappent à leur contrôle.[…]

La circulation fait sauter les barrières par lesquelles le temps, l'espace et les relations d'individu à individu rétrécissent le troc des produits. Mais comment ? Dans le commerce en troc, personne ne peut aliéner son produit sans que simultanément une autre personne aliène le sien. L'identité immédiate de ces deux actes, la circulation la scinde en y introduisant l'antithèse de la vente et de l'achat. Après avoir vendu, je ne suis forcé d'acheter ni au même lieu, ni au même temps, ni de la même personne à laquelle j'ai vendu. Il est vrai que l'achat est le complément obligé de la vente, mais il n'est pas moins vrai que leur unité est l'unité de contraires. Si la séparation des deux phases complémentaires l'une de l'autre de la métamorphose des marchandises se prolonge, si la scission entre la vente et l'achat s'accentue, leur liaison intime s'affirme par une crise. - Les contradictions que recèle la marchandise, de valeur usuelle et valeur échangeable, de travail privé qui doit à la fois se représenter comme travail social, de travail concret qui ne vaut que comme travail abstrait; ces contradictions immanentes à la nature de la marchandise acquièrent dans la circulation leurs formes de mouvement. Ces formes impliquent la possibilité, mais aussi seulement la possibilité des crises. Pour que cette possibilité devienne réalité, il faut tout un ensemble de circonstances …

Document 2

L'explication marxiste des crises de surproduction Extrait de Ernest Mandel, « La crise 1974-1982. Les faits. Leur interprétation marxiste », 1982, Paris, Flammarion.

De même que la théorie académique, la théorie marxiste du cycle industriel a souffert du penchant d'auteurs influents pour une explication monocausale des crises périodiques de surproduction. Dans la discussion actuelle, deux grandes « écoles » se font face : celle qui explique les crises par la sous-consommation des masses (la surproduction de biens de consommation) ; et celle qui les explique par la « suraccumulation » (l'insuffisance du profit pour poursuivre l'expansion de la production des biens d'équipement). Cette querelle n'est qu'une variante du vieux débat entre les partisans de l'explication des crises par « l'insuffisance de la demande globale » et ceux de l'explication par la « disproportionnalité ».

Les deux écoles apportent des éléments précieux pour une compréhension plus approfondie des crises. Mais elles commettent toutes les deux l'erreur de scinder arbitrairement ce qui est organiquement lié, au cœur même du mode de production capitaliste. C'est là l'origine de leur incapacité à élaborer une théorie marxiste globale et satisfaisante des crises, à partir des bribes que Marx nous a laissées dans ses œuvres principales. Cette scission est d'autant plus étonnante que Marx lui-même a explicitement souligné dans ses derniers écrits – le manuscrit du tome III du Capital - la nécessité de relier les problèmes résultant de la baisse du taux de profit à ceux de la réalisation de la plus-value, pour expliquer le phénomène des crises périodiques :

« Les conditions de l'exploitation immédiate et celles de sa réalisation ne sont pas identiques. Les premières se sont limitées que par la force productive de la société, les autres par la proportionnalité des différentes branches de la production et par la capacité de consommation de la société ». (Das Kapital, Marx-Engels-Werke, tome XXV, p. 259. – Traduction d'E.M.)

Le mode de production capitaliste est à la fois production marchande généralisée et production pour le profit de firmes opérant indépendamment les unes des autres, l'une ne pouvant exister sans l'autre. Il est à la fois un système tourné vers la production d'une masse sans cesse croissante de plus-value (de surtravail), et un système où l'appropriation réelle de cette plus-value est subordonnée à la possibilité de vendre réellement les marchandises, qui contiennent cette plus-value, au moins à leur prix de production (rapportant le profit moyen), sinon à des prix qui permettent de réaliser des surprofits. Toute autre interprétation du mode de production capitaliste fait disparaître une des caractéristiques structurelles qui lui sont propres, et sans lesquelles il ne serait plus capitaliste. […].

Peu importe au capitaliste qu'une masse croissante de plus-value ait été produite au cours du processus de production, s'il n'obtient qu'une fraction de la contre-valeur de cette plus- value au cours du processus de circulation. Or, la production de la plus-value n'entraîne pas automatiquement sa réalisation. Nous trouvons donc déjà dans ce dédoublement entre la marchandise et l'argent qui doit réaliser sa valeur d'échange – et dans la contradiction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange de cette même marchandise, qui est étroitement liée à ce dédoublement – la possibilité première des crises de surproduction. […]

On pourrait se demander pourquoi, après 150 années d'expérience, les capitalistes continuent d'agir généralement dans le même sens, au lieu de « compenser » leurs erreurs de prévision réciproques. Pourquoi toutes les firmes accroissent-elles (outre mesure) les investissements au cours de la haute conjoncture, ce qui précipite la capacité excédentaire et la surproduction ? Pourquoi réduisent-elle toutes (outre mesure) leurs investissements pendant la crise, ce qui accentue la mévente et la baisse des profits ? N'est-ce pas un « instinct moutonnier » irrationnel qui les fait agir de la sorte ?

La réponse est simple : ce qui est rationnel du point de vue du système pris dans son ensemble ne l'est pas du point de vue de chaque firme prise isolément, et vice versa. C'est lorsque le marché est en forte expansion que toutes les firmes doivent essayer d'obtenir une part de ce gâteau agrandi, précipitant ainsi le « surinvestissement » et la capacité excédentaire. Lorsqu'il y a mévente, il est absurde pour chaque firme individuelle d'accroître la capacité de production. Il faut au contraire réduire les pertes et la chute des prix (des prix- or), c'est-à-dire réduire la production. Ce qui a pour résultat un « sous-investissement » cumulatif au niveau macro-économique. La conviction naïve des libéraux, selon laquelle « l'intérêt général » est parfaitement servi si chacun poursuit son « intérêt particulier » se révèle manifestement illusoire aux tournants décisifs du cycle – en dehors du fait qu'elle cherche à masquer l'opposition d'intérêts entre capitalistes et salariés. La propriété privée est l'obstacle insurmontable à une croissance étalée des investissements. De ce fait, elle constitue également l'obstacle à la disparition du cycle.

A ceux qui nous reprochent d'avoir fait la part trop belle aux phénomènes des débouchés, et donc de la demande, dans notre analyse de la crise présente, ainsi que dans la synthèse esquissée de la théorie marxiste des crises, nous rétorquerons que des fluctuations de la conjoncture sont toujours, en dernière analyse, des fluctuations de l'accumulation et donc de la reproduction élargie du capital. Mais le processus de reproduction du capital est précisément l'unité du processus de production et de circulation, comme Marx le précise en grand détail dans le tome II du Capital. Vouloir expliquer le phénomène des crises exclusivement par ce qui se passe dans la sphère de la production (la production d'une quantité insuffisante de plus-value pour assurer à tout le capital un taux de profit acceptable), en faisant abstraction des phénomènes de réalisation de la plus-value, c'est-à-dire de la circulation, donc du marché, c'est en réalité faire abstraction d'un aspect fondamental de la production capitaliste, celui d'une production marchande généralisée :

« La surproduction en particulier a pour condition la loi générale de production du capital, à savoir de produire à la mesure des forces productives (c'est-à-dire de la possibilité d'exploiter la plus grande masse de travail avec la masse donnée du capital) sans égards pour les limites du marché ou des besoins solvables, et cela par l'extension continue de la reproduction et de l'accumulation, donc de la transformation continue de revenus en capital, alors qu'en même temps, la masse des producteurs reste limitée au niveau moyen des besoins et doit rester limitée de la sorte, du fait même de la tendance de la production capitaliste. » (Karl Marx : Théorie de la plus-value, Marx-Engels-Werke, tome VVVI/2, p. 530-531. Traduction de E.M.).

Document 3

Ondes longues et « ordres productifs »
Extrait de « Les rouages du capitalisme », Christian Barsoc (1999)

Chaque onde longue est marquée par un mode dominant de fonctionnement du capitalisme, par un « ordre productif » (pour reprendre la terminologie de P. Dockès et B. Rosier) dont le contenu est constitué par la combinaison de quatre séries d'éléments :

a/ un mode d'accumulation du capital. Ce qui renvoie à un double rapport :
* rapport intra-capital : structures industrielles et financières, modalités de la concurrence. De façon schématique, il s'agit ici du degré de monopolisation de l'économie et du lien entre capital bancaire et capital industriel.
* rapport capital-travail :
    -mode d'organisation du procès de travail (division « technique » du travail) ;
    -rapport salarial : mode de détermination du salaire (salaire aux pièces ou salaire au temps, existence ou non de négociations collectives et d'un salaire minimum légal, etc.) ;
    -répartition du surplus économique entre les classes.

Ce double rapport structure un mode d'accumulation, c'est-à-dire un fonctionnement du « circuit économique » tel qu'il permette le fonctionnement des schémas de reproduction élargie du capital définis par Marx.

b/ un type de forces productives matérielles.
Nous avons déjà souligné le lien entre les ondes longues et les vagues successives d'innovation technologiques. […]

c/ un mode de régulation sociale.
Bernard Rosier affirme à juste titre : *« Dans un système social traversé d'intérêts contradictoires, il ne peut y avoir d'efficience économique sans que soient assurées les conditions d'une soumission suffisante (selon des formes diverses) des forces de travail à l'ordre industriel »*. Il s'agit ici de l'ensemble des éléments étatiques et para-étatiques : droit du travail, système de protection sociale,... mais aussi forces dites « de l'ordre » qui assurent ce que les économistes de l'école de la « régulation » (Robert Boyer, Alain Lipietz, etc.) qualifient (selon une terminologie erronée) de « compromis social ».

d/ le type de division internationale du travail.
L'espace économique capitaliste a toujours été internationalement structuré et hiérarchisé :
    * hiérarchie des puissances militaires et politiques ;
    * place des différentes économies dans le processus productif (qui fournit les matières premières, qui produit les biens industriels les plus sophistiqués ?) ;
    * rôle international des monnaies (quelle est, au-delà des systèmes monétaires nationaux, la devise acceptée universellement comme instrument de paiement et de réserve ?) ;
    * orientation des flux financiers internationaux.

Dans l'après-guerre, le système capitaliste international est complètement structuré autour de l'impérialisme américain. Ce n'est plus le cas aujourd'hui même si les Etats-Unis essaient d'utiliser leur suprématie

2. La mondialisation

Document 1. « La bourgeoisie envahit le globe entier », Karl Marx & Friedrich Engels, « le manifeste communiste », 1848

Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit Les oeuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle.

Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elle la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image.

Document 2- Qu'est-ce que la mondialisation ?, *Sylvie Brunel, Sciences Humaines, février 2007 (extraits)*

Depuis le début des années 1990, la « mondialisation » désigne une nouvelle phase dans l'intégration planétaire des phénomènes économiques, financiers, écologiques et culturels. [..]

Une mondialisation centrée sur l'Atlantique culmine au XIXe siècle : entre 1870 et 1914 naît un espace mondial des échanges comparable dans son ampleur à la séquence actuelle. Ouverture de nouvelles routes maritimes, avec le percement des canaux de Suez et de Panama, doublement de la flotte marchande mondiale et extension du chemin de fer, multiplication par 6 des échanges, déversement dans le monde de 50 millions d'Européens, qui peuplent de nouvelles terres et annexent d'immenses empires coloniaux…, la naissance de la mondialisation telle que nous la connaissons aujourd'hui a commencé il y a un siècle et demi.

Mais le processus n'est pas linéaire : la Première Guerre mondiale puis la grande dépression des années 1930 suscitent la montée des nationalismes étatiques, une fragmentation des marchés, le grand retour du protectionnisme. La mondialisation n'est plus à l'ordre du jour jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La guerre froide et la constitution des blocs figent ensuite le monde pendant près d'un demi-siècle. Pourtant, la mondialisation actuelle est déjà en train de se mettre en place. Jacques Adda la définit comme *« l'abolition de l'espace mondial sous l'emprise d'une généralisation du capitalisme, avec le démantèlement des frontières physiques et réglementaires »*. Selon l'OCDE, elle recouvre trois étapes :

• **L'internationalisation,** c'est-à-dire le développement des flux d'exportation ;

• **La transnationalisation,** qui est l'essor des flux d'investissement et des implantations à l'étranger ;

• **La globalisation,** avec la mise en place de réseaux mondiaux de production et d'information, notamment les NTIC (nouvelles technologies d'information et de communication).

La mondialisation actuelle, ce *« processus géohistorique d'extension progressive du capitalisme à l'échelle planétaire »*, selon la formule de Laurent Carroué, est à la fois une idéologie – le libéralisme –, une monnaie – le dollar –, un outil – le capitalisme –, un système politique – la démocratie –, une langue – l'anglais.

A chaque phase de mondialisation, on retrouve les mêmes constantes : révolution des transports et des moyens de communication, rôle stratégique des innovations (les armes à feu au XVe siècle, la conteneurisation après la Seconde Guerre mondiale, Internet depuis les années 1990), rôle essentiel des Etats mais aussi des acteurs privés, depuis le capitalisme marchand de la bourgeoisie conquérante à la Renaissance jusqu'aux firmes transnationales et aux ONG aujourd'hui.

D'abord et avant tout une globalisation financière

C'est le *« doux commerce »*, selon la formule de Montesquieu, qui fonde la mondialisation : ce que les Anglo-Saxons appellent globalisation (le terme mondialisation n'a pas son équivalent anglais) est né d'un essor sans précédent du commerce mondial après 1945. Depuis cette date, les échanges progressent plus vite que la production de richesses. Ils sont dopés par la généralisation du libre-échange, avec la mise en place du Gatt (l'accord général sur les tarifs et le commerce) en 1947 et la création de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en 1995.

La mondialisation actuelle est d'abord et avant tout une globalisation financière, avec la création d'un marché planétaire des capitaux et l'explosion des fonds spéculatifs. La fin de la régulation étatique qui avait été mise en place juste après la Seconde Guerre mondiale s'est produite en trois étapes : d'abord, la déréglementation, c'est-à-dire la disparition en 1971 du système des parités stables entre les monnaies, qui se mettent à flotter au gré de l'offre et de la demande ; ensuite, la désintermédiation, possibilité pour les emprunteurs privés de se financer directement sur les marchés financiers sans avoir recours au crédit bancaire ; enfin, le décloisonnement des marchés : les frontières qui compartimentaient les différents métiers de la finance sont abolies, permettant aux opérateurs de jouer sur de multiples instruments financiers. Grâce aux liaisons par satellite, à l'informatique et à Internet, la mondialisation se traduit par l'instantanéité des transferts de capitaux d'une place bancaire à une autre en fonction des perspectives de profit à court terme. Les places boursières du monde étant interconnectées, le marché de la finance ne dort jamais. Une économie virtuelle est née, déconnectée du système productif : au gré des variations des taux d'intérêt des monnaies et des perspectives de rémunération du capital, la rentabilité financière des placements devient plus importante que la fonction productive. Les investisseurs peuvent choisir de liquider une entreprise, de licencier ses salariés et de vendre ses actifs pour rémunérer rapidement les actionnaires.

L'avènement des doctrines libérales

Comment en est-on arrivé là ? Le tournant décisif se produit dans les années 1980. En 1979, l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan aux Etats-Unis et de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne signifie l'avènement des doctrines libérales. La même année, le Sénégal inaugure le premier « plan d'ajustement structurel » : la crise de la dette vient de commencer pour les pays en développement, obligés d'adopter des *« stratégies de développement favorable au marché »*, selon la formule des institutions financières internationales (Banque mondiale et FMI). Cette unification des modèles économiques gagne non seulement le monde en développement mais aussi les pays de l'Est : c'est en 1979 toujours que la Chine libéralise son agriculture. Cinq ans plus tard, en 1984, elle ouvre ses premières zones économiques spéciales. Cinq ans après encore, la disparition du mur de Berlin annonce celle de l'Union soviétique en 1991, année où l'Inde, jusque-là nationaliste, protectionniste et autarcique, se libéralise à son tour

Document 3- Après l'Asie, les usines H&M arrivent en Afrique, Matthieu Hoffstetter, Bilan (Suisse), 21 août 2013 (extrait)

A la recherche de sites de production toujours moins chers, l'industrie textile fait face à l'augmentation des coûts en Asie. H&M, numéro 2 mondial du secteur, va donc implanter des usines en Ethiopie.

Et si la Chine subissait à son tour les délocalisations? Alors que l'industrie textile semblait avoir transféré d'Europe en Asie l'ensemble de ses productions, un nouveau virage pourrait être pris. Le numéro 2 mondial du secteur, H&M, vient en effet d'annoncer le 16 août que son réseau allait prochainement être étendu en Ethiopie.

Le géant suédois de l'habillement grand public concentrait depuis quelques années 80% de sa production en Asie (Chine, Inde, Bangladesh, Asie du Sud-Est). Mais les augmentations des coûts (salaires, normes de sécurité,...) semblent avoir donné aux dirigeants des envies d'ailleurs.

C'est ainsi que des commandes-tests ont été passées auprès de fournisseurs éthiopiens, qui doivent bâtir des usines dans le pays d'ici à la fin de l'année. Dans un communiqué, Hennes et Mauritz reconnait ne pas encore savoir combien de ces fournisseurs seront retenus et quand ces usines seront prêtes.

H&M ne serait pas la première entreprise à opter pour l'Ethiopie. Fort d'une tradition dans le textile et le cuir héritée de l'occupation italienne, l'Ethiopie a déjà réussi à attirer le britannique Tesco et le fabricant de chaussures chinois Huaijan (qui fournit les marques Guess et Tommy Hilfiger).

Pour attirer ces investisseurs étrangers, le gouvernement éthiopien a engagé un vaste plan de soutien au textile, destiné à faire du secteur un moteur de croissance pour l'économie nationale. En s'appuyant sur une main d'œuvre et des terrains bon marché, l'Ethiopie ajoute des aides à l'installation et des exonérations de charges.

Officiellement, la démarche de H&M vise à ouvrir de nouveaux marchés et à garantir l'approvisionnement des points de vente sans toucher au réseau de sites de production actuel. «Nous sommes une entreprise vaste et nous cherchons constamment de nouveaux marchés d'achat potentiels pour garantir que nous avons la capacité de livrer les produits dans tous les magasins. Nous faisons cela en augmentant la productivité sur les marchés de fabrication existants ainsi qu'en recherchant de nouveau marché», explique Camilla Emilsson-Falk, porte-parole de H&M.

Des coûts moitié moindres par rapport à la Chine

Cependant, ces nouvelles implantations pourraient s'expliquer par la même démarche que celle qui a poussé l'ensemble des entreprises textiles à migrer d'Europe en Asie: les coûts de production, et notamment les salaires. En Chine, les rémunérations ont dû être revues à la hausse ces derniers mois.

Entre 2004 et 2012, les salaires ont augmenté de 181% en Chine. Et la hausse s'accélère: +25% en 2012 dans le secteur textile et sans doute +20% en 2013. Dans certaines régions du pays, le salaire minimum est similaire à celui ayant cours en Roumanie et en Bulgarie, précise le quotidien français Les Echos.

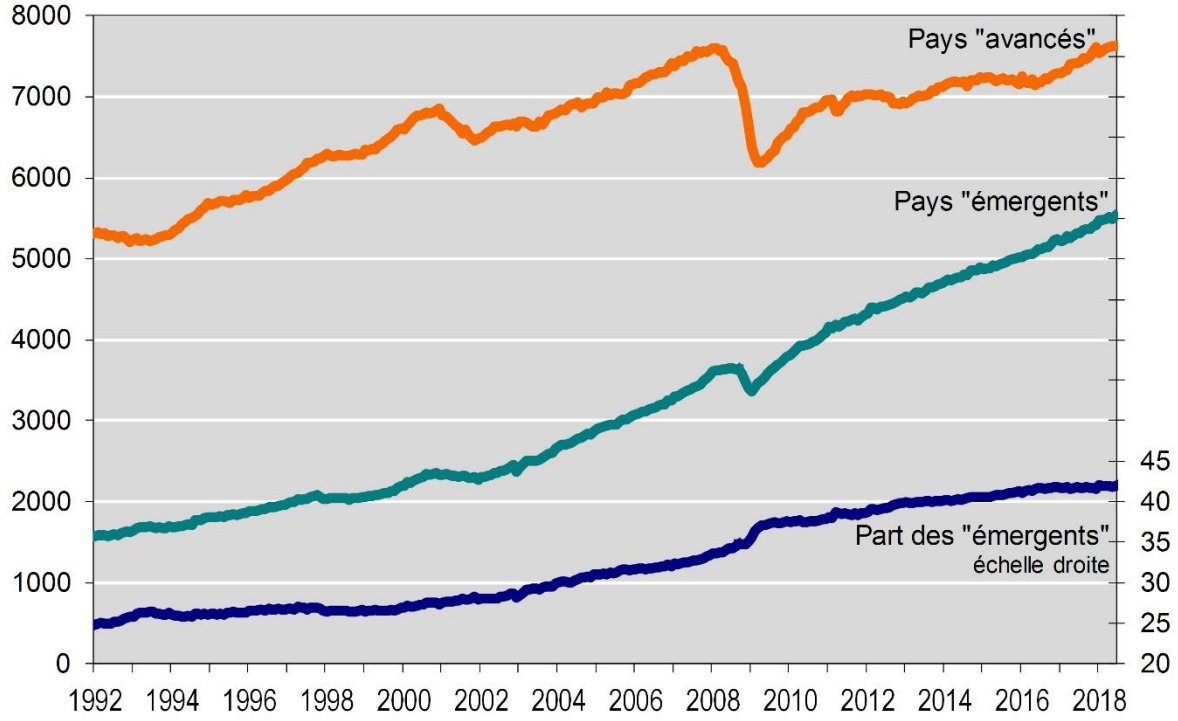
Le Wall Street Journal a calculé que le coût de production d'un vêtement fabriqué actuellement en Ethiopie est moitié moins cher qu'un vêtement fabriqué en Chine en 2011, dernière année pour laquelle ces statistiques sont disponibles.

Et l'Ethiopie présente l'avantage d'une plus grande proximité avec les principaux débouchés pour H&M, l'Europe. Donc des coûts de transport et délais de livraison réduits.

Document 4- Croissance de la production industrielle et de la classe ouvrière mondiales

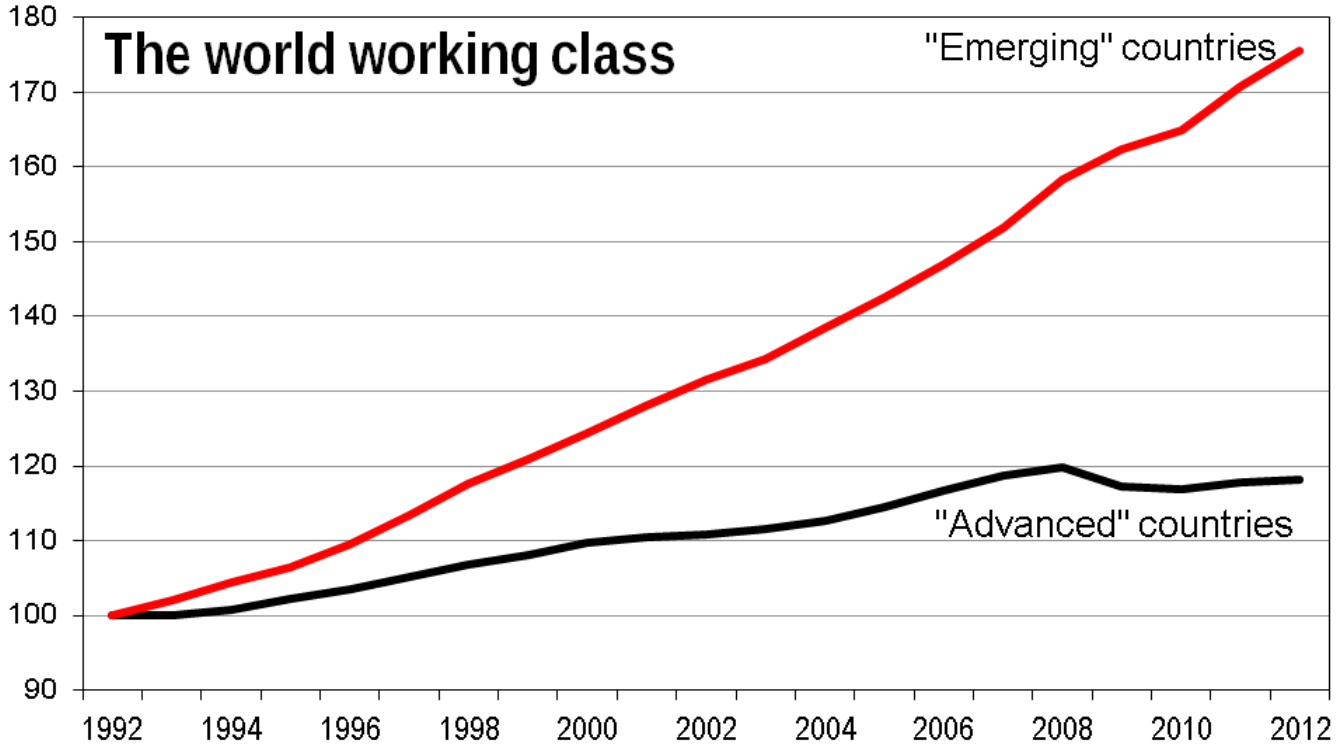
Production industrielle mondiale

(volumes, en milliards de dollars de 2010.



Growth of the working class

as the basis for development of labour movements



3. Crise : perspectives

Document 1

« New Deal » et keynésianisme : au secours du capitalisme... Henri Wilno, TEAN ? décembre 2008.

L'économiste anglais John Maynard Keynes (1883-1946) développe sa pensée dans l'entre-deux-guerres, dans un contexte marqué par trois éléments : une situation économique instable (crise dans la période suivant la guerre de 1914-1918, crise de 1929, qui durera jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale) ; la crainte du socialisme de la part de tous les possédants ; une phase nouvelle de l'histoire du capitalisme (celui-ci a désormais pénétré et soumis l'ensemble de l'économie, au moins aux États-Unis et en Europe occidentale). Il dépend donc largement de ses débouchés « internes » : l'investissement et la consommation des capitalistes et des salariés. Ces derniers constituent désormais la majeure partie de la population. Cela signifie que les salaires, s'ils continuent d'être un coût pour chaque capitaliste individuel, deviennent un débouché essentiel pour les capitalistes dans leur ensemble.

Dans un tel contexte, Keynes se démarque des conceptions dominantes antérieures : il attaque les économistes qui pensent que l'économie capitaliste est capable de s'autoréguler. Il démontre que des équilibres de sous-emploi sont possibles lorsque la demande est insuffisante : dans de telles situations, la baisse des salaires, non seulement ne réduit pas le chômage, mais accentue la dépression économique. Il rejette aussi la théorie dominante du chômage, qui explique que celui-ci est avant tout volontaire (les chômeurs ont des prétentions salariales trop élevées).

[….] Sa principale conclusion est la nécessité de l'intervention de l'État pour régulariser l'évolution économique et suppléer aux carences des mécanismes du marché.

Le New Deal (« nouvelle donne ») est la politique économique anticrise engagée, à partir de 1933, par le président américain Franklin Delano Roosevelt. Il a permis de limiter les effets de la crise sans y mettre fin (il faudra attendre la guerre pour cela), et il a eu quelques retombées positives pour les salariés (loi sur la sécurité sociale, loi sur les relations sociales élargissant les droits et les pouvoirs de négociation des syndicats) et les petits fermiers.

<u>Cette politique, notamment en son volet social, n'est pas issue d'une géniale et généreuse intuition de Roosevelt inspirée de l'œuvre de Keynes.</u> La pression de « ceux d'en bas » n'y fut pas pour rien : entre 1932 et 1934, le nombre de grèves avait fortement augmenté, des marches de la faim furent organisées par les chômeurs et des petits paysans s'organisèrent contre la saisie de leurs fermes. Bien souvent, ces actions se heurtèrent à la répression patronale et policière. S'il y eut « deal », ce fut notamment avec les éléments les plus combatifs de la bureaucratie syndicale, qui acceptèrent de modérer certaines grèves et de soutenir Roosevelt en contrepartie de mesures reconnaissant les syndicats.

Malgré les dénonciations selon lesquelles le New Deal représentait un pas vers le « socialisme », Roosevelt et ses conseillers n'en avaient pas du tout l'intention. En fait, dans une lettre, Roosevelt se plaignit de *« l'incapacité des couches fortunées à réaliser qu'il était le meilleur ami que le système du profit ait jamais eu »*. Dans ses discours pour sa réélection, en 1936, il se proclama le *« sauveur du système du profit privé et de la libre entreprise »*. Son administration s'appuyait sur certaines fractions de la bourgeoisie américaine, conscientes que le capitalisme a, à la fois, besoin de profits et de débouchés : les industries les plus capitalistiques et certaines parties du secteur financier.[…]

Le paradoxe est que les politiques du type New Deal ont eu besoin de la pression du mouvement ouvrier pour s'imposer, aux Etats-Unis sous Roosevelt, comme en Europe occidentale après la Deuxième Guerre mondiale.

De même aujourd'hui, on peut abstraitement imaginer une issue de sortie de crise dans le cadre capitaliste, dont les deux éléments essentiels seraient la rerèglementation de la finance et une progression des salaires couplée à une meilleure satisfaction des besoins sociaux. Mais une telle évolution ne sera pas spontanément acceptée par les classes dirigeantes. Elle ne le sera qu'en dernier recours, face à des mouvements sociaux puissants. Par ailleurs, sa mise en œuvre poserait des problèmes plus complexes qu'antérieurement : du fait de l'internationalisation du capital, elle supposerait un accord international entre les différentes puissances, notamment pour réguler activités financières et mouvements de capitaux. Enfin, la reconstruction d'un système monétaire international plus équilibré réduirait le rôle du dollar, évolution que la bourgeoisie américaine n'est pas près d'accepter.

Document 2

Le néolibéralisme, « un cauchemar sans fin » ? (Henri Wilno, « La gauche », LCR belge, n° été 2016)

Dans un ouvrage récemment publié, deux universitaires français constatent que dans la crise le néolibéralisme, non seulement ne s'est pas effondré, mais *« s'est renforcé en se radicalisant ».* Pourtant le tableau n'est pas brillant […]

Face à de tels résultats et au recul de l'économie européenne sur la scène mondiale, une interrogation perdure chez certains : pourquoi les institutions européennes et les Etats-membres de l'Union s'obstinent-ils dans ces politiques ? Ces dirigeants sont-ils stupides ? Dans un ouvrage publié en 2012 le keynésien prix Nobel d'économie Paul Krugman défendait un tel point de vue : il serait facile de sortir de la situation *présente « si les personnes occupant des positions de pouvoir comprenaient les réalités »*. Rien de plus erroné que cette vision, Draghi, Merkel, Hollande, Michel… ne sont pas de sombres *crétins « attachés à des doctrines économiques mal inspirées »* (selon une autre expression de Krugman) : ils mènent une politique qui correspond aux intérêts des classes dominantes européennes. Chômage et misère sociale ne sont pour aux que des dommages collatéraux

<u>Aucun secteur significatif de la bourgeoisie dans aucun des pays-membres de l'UE ne soutient un retour à des politiques keynésiennes. Il n'y a plus de marge pour les politiques sociale-démocrates d'aménagement à la marge du système. Et les résistances sociales ne sont, à ce jour, pas suffisantes ni pour imposer une logique anticapitaliste, ni même pour contraindre les bourgeoisies à faire la part du feu.</u>

Dans l'Etat néolibéral, la force motrice est la fraction internationalisée de la grande bourgeoisie : si, souvent, est mise en exergue sa composante financière, en fait celle-ci est organiquement liée à sa composante industrielle et commerçante. <u>Comme le soulignent également Pierre Dardot et Christian Laval, le néolibéralisme n'est pas un ultralibéralisme qui voudrait réduire l'Etat à sa plus simple expression. Le néolibéralisme met au contraire l'Etat au service de son projet social et économique</u>.

Il s'agit avant tout d'une politique de redressement des taux de profit et de casse du « modèle social » hérité de l'après deuxième-guerre mondiale et des luttes des années 60-70. Sur le plan du droit du travail et des relations professionnelles, Schroeder avait engagé le mouvement en Europe continentale avec les Harz, les Espagnols avaient suivis, ensuite est arrivé le « job act » de Renzi, aujourd'hui, c'est en France la loi El Khomri et en Belgique la loi Peeters. Le paiement de la dette publique est sanctifié et utilisé comme justificatif permanent de l'austérité. L'offensive contre les droits sociaux est noyée dans un discours sur les archaïsmes et le libre-choix des individus. Les médias dominants pilonnent les grévistes. Tout est fait pour opposer les différentes catégories populaires et persuader chacun que son voisin est un privilégié ou un profiteur.

Malgré cela, la base sociale du néolibéralisme est assez restreinte tandis que montent frustrations et mécontentements (souvent récupérés par l'extrême-droite). Non seulement, les travailleurs mais diverses couches de la petite et moyenne bourgeoisie redoutent certains des effets des politiques mises en œuvre. Il est donc essentiel pour les dominants de sortir des choix politiques décisifs de la délibération démocratique. La gestion de la monnaie et du système bancaire est donc confiée à des banques centrales indépendantes et, dans la zone Euro, supranationale (la Banque centrale européenne). Dans l'Union européenne, le respect des règles de la concurrence, les politiques d'austérité et les contre-réformes sociales sont surveillés par la Commission, la Cour de Justice et le Conseil européen qui considèrent les résultats des élections nationales comme des clapotis sans grande importance.

Et si d'aventure, il vient aux peuples, frustrés dans leurs votes, l'envie de protester directement, ils se heurtent à des appareils sécuritaires et policiers renforcés.

Document 3

Quelques traits du fonctionnement capitaliste,

Extraits de « Dix ans de crise… et puis Macron », Michel Husson

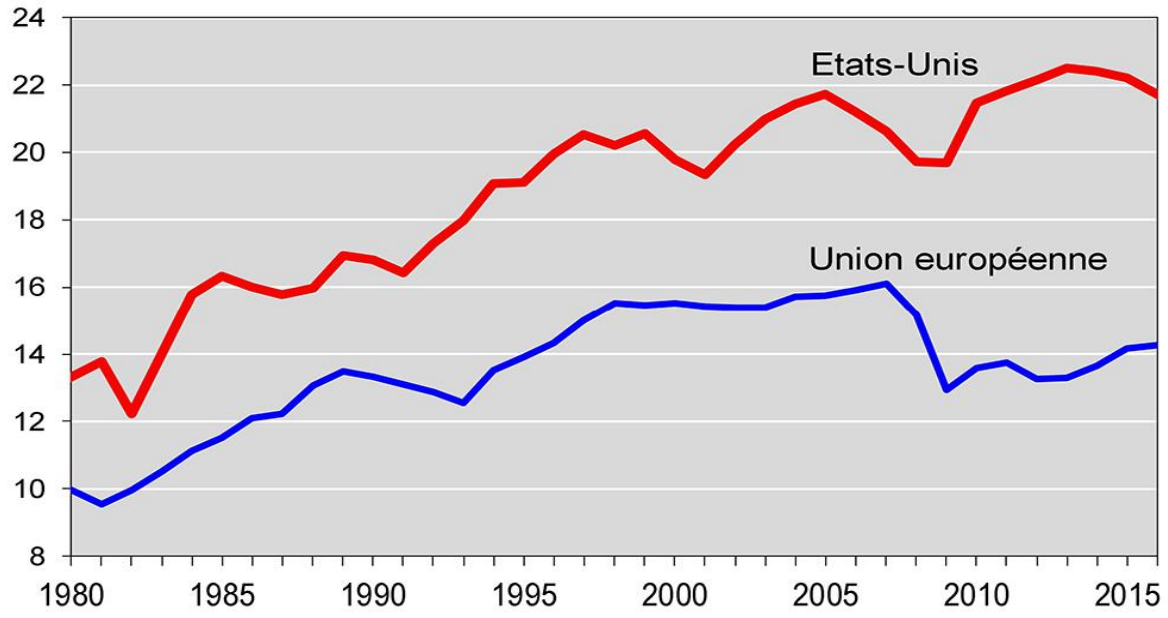
Publié par Alencontre le 25 - août – 2017
Version intégrale sur http://alencontre.org/europe/france/dix-ans-de-crise-et-puis-macron.html

L'épuisement des gains de productivité est la caractéristique essentielle de la phase néo-libérale ouverte au milieu des années 1980. La tendance avait été amorcée à la fin de la phase précédente et ce ralentissement avait alors entraîné la chute du taux de profit, conduisant aux récessions généralisées de 1974-1975, puis 1980-1982.

Or, le capitalisme a malgré tout réussi à restaurer le taux de profit après les récessions généralisées de 1974-75 et 1980-82 en dépit de ce mouvement général de ralentissement des gains de productivité (graphique 3). Le lien qui existait auparavant entre gains de productivité et profitabilité est donc rompu. Cette restauration du taux de profit malgré de moindres gains de productivité fonde la périodisation qui distingue le capitalisme de « l'Age d'or » (environ 1955-1985) et le capitalisme néo-libéral qui s'est mis en place ensuite.

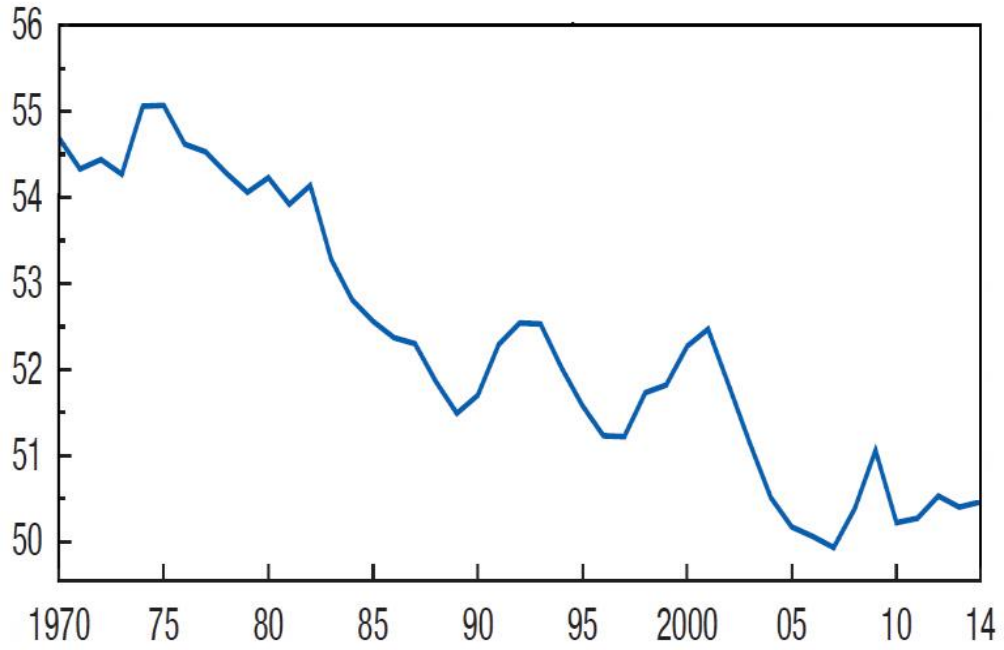
Cette prouesse n'a pas été obtenue par une baisse de l'intensité capitalistique (une économie de capital) mais par une baisse continue du salaire (le capital variable de Marx) relativement à la valeur produite, autrement dit par l'augmentation du taux d'exploitation (graphique 4). C'est là une tendance à peu près universelle, d'ailleurs reconnue par des institutions comme le FMI ou l'OCDE. Les salaires ont donc ralenti plus vite que les gains de productivité, et la part des profits dans le revenu national a pu augmenter.

Graphique 3
Taux de profit aux États-Unis et en Europe



Source : Commission européenne, banque de données Ameco.

Graphique 4
Part des salaires dans le revenu national



En %. Économies avancées.

Source : FMI [4].

Mais si cette baisse de la part des salaires a effectivement permis de rétablir le taux de profit, elle ne pouvait suffire en elle-même à assurer la dynamique du capitalisme. En effet, un problème se pose immédiatement, celui des débouchés (la « réalisation » du profit), autrement dit la réponse à cette question : qui va acheter

les marchandises produites par des salariés dont le pouvoir d'achat progresse moins vite que la valeur produite ?

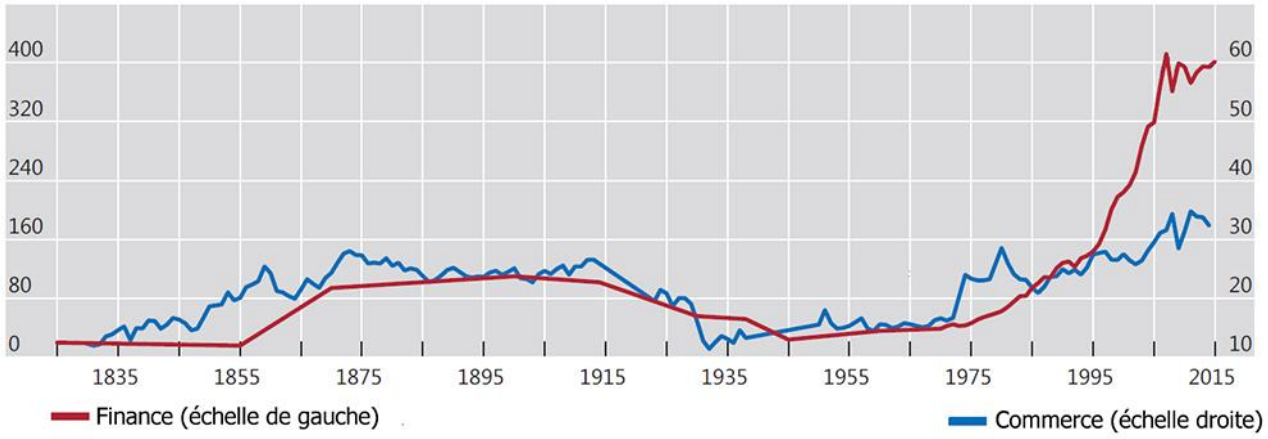
La réponse à cette difficulté du modèle néolibéral est passée par la mise en place de ce que l'on appellera, faute de mieux, des « dispositifs néo-libéraux ». Les trois principaux sont la redistribution d'une partie des profits à des couches sociales privilégiées qui la consomment, la croissance à crédit et les débouchés offerts par le reste du monde. Le capitalisme néolibéral est donc intrinsèquement associé à la montée des inégalités, au surendettement et aux déséquilibres commerciaux.

Les fonctions de la finance

Dans ce schéma d'ensemble, la financiarisation joue un rôle déterminant : elle assure la redistribution vers le «1 %», elle entretient, voire stimule, le surendettement, elle facilite les transferts internationaux et elle accompagne la mondialisation productive, laquelle permet à son tour de peser sur les salaires.

Sur longue période, la finance accompagnait la croissance du commerce mondial, progressant à peu près au même rythme (graphique 5). Puis, à partir de 1995 et jusqu'au début de la crise, elle explose littéralement. C'est une manière parmi d'autres de représenter cette dérive : on pourrait aussi comparer les cours boursiers et la rentabilité des entreprises.

Graphique 5
Finance et commerce mondial 1825-2015



La « finance » est mesurée par la somme des actifs et passifs financiers. Source : BIS [5].

Peut-on pour autant interpréter la crise comme une crise financière, le résultat en somme d'une finance détraquée ? C'est à notre sens perdre de vue que cet essor incontrôlé était en quelque sorte la contrepartie des fonctions remplies par la finance dans une configuration d'ensemble qui avait sa cohérence, mais une cohérence instable. Ce mode de fonctionnement n'était pas durable, parce qu'il impliquait une distorsion continue des « courbes du capitalisme » : baisse de la part des salaires, creusement des déséquilibres commerciaux, montée de l'endettement, etc. [6]

La finance n'est donc pas un facteur autonome et les racines de la crise se trouvent dans la sphère de la production. Tous les projets visant à maîtriser ou désarmer la finance sont certes absolument légitimes, mais, même s'ils étaient mis en œuvre, ne régleraient pas le problème de fond du capitalisme et ne lui

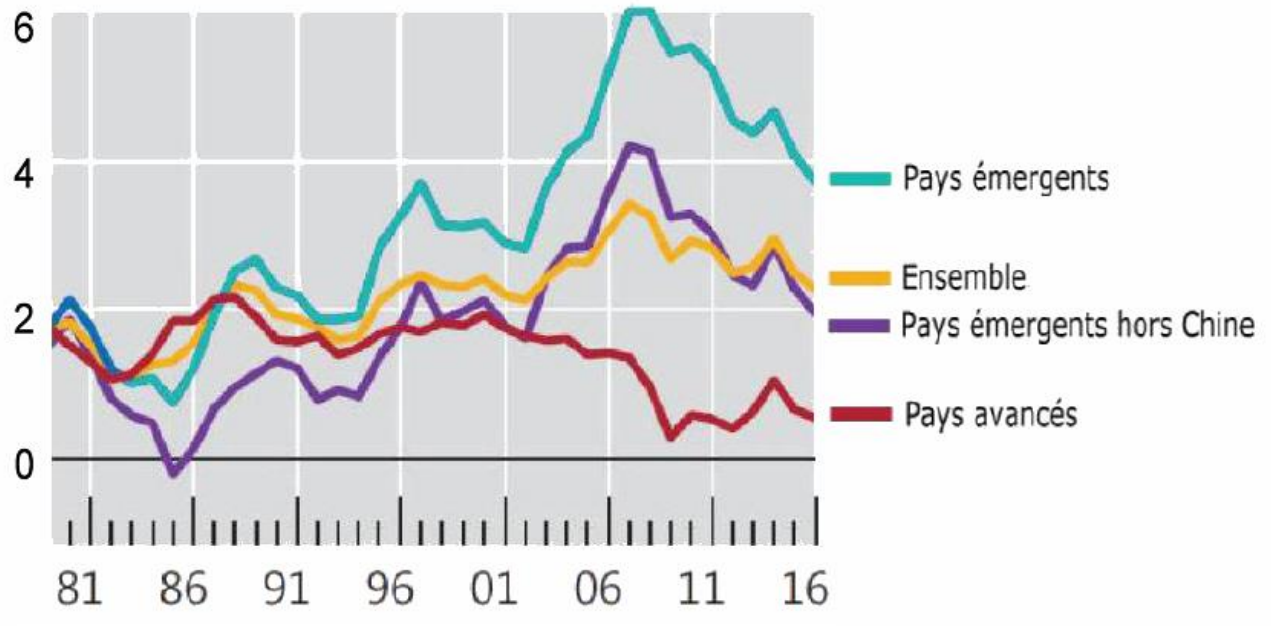
apporteraient pas un nouvel élan. La financiarisation est un symptôme et non la cause de la perte d'efficacité du capitalisme. […]

La fin de l'émergence

La décennie précédant la crise a vu s'opérer un grand basculement dans l'économie mondiale, qui était déjà en germe depuis la chute du mur de Berlin mais qui correspond surtout à l'irruption des pays dits émergents sur le marché mondial, en premier lieu la Chine. Il ne s'agissait pas seulement d'une intensification des échanges mais d'une interconnexion des économies réalisée sous forme de « chaînes de valeur mondiales » (*global value chains*) autrement dit par la mise en place de structures de production transnationales. On pouvait alors penser que les pays émergents serviraient de relais aux « vieux » pays capitalistes en offrant non seulement l'avantage de bas salaires mais aussi de forts gains de productivité.

De nombreux indicateurs montrent cependant que ce processus est en train de s'épuiser, et il est possible de préciser les éléments déjà proposés dans une précédente contribution [7]. Le premier constat porte sur les gains de productivité. Le graphique 6 montre que la croissance de la productivité du travail était orientée à la baisse dans les pays dits avancés au moins depuis le début des années 2000. Mais sa forte croissance dans les pays émergents – et notamment la Chine – permettait à la moyenne mondiale de progresser. Avec la crise, la tendance s'est brutalement inversée, et c'est la moyenne mondiale qui évolue désormais à la baisse. Le rôle de « réserve de productivité » des pays émergents est en train de s'épuiser lui aussi, dans la mesure où les pays émergents autres que la Chine ne tirent plus la moyenne mondiale. […]

Graphique 6
Productivité du travail



Taux de croissance en %. Source : BIS [5]

En défense du capital fictif

C'est ici que l'on retrouve la finance. Le capitalisme néolibéral a en effet surfé sur un océan de dettes. Mais, et c'est là un trait essentiel de la période ouverte par la crise, les dettes, qu'elles soient publiques ou privées, n'ont pas été apurées et ont au contraire continué à progresser. Cette progression est particulièrement nette

pour la dette des États, mais aussi pour celle des entreprises. Christine Lagarde a donc raison d'insister sur les « séquelles de la crise financière » [16].

La période précédant la crise a en effet été caractérisée par une énorme accumulation de « capital fictif », sous forme de titres financiers, autrement dit de droits de tirage sur la plus-value produite par l'exploitation du travail salarié. Pour que le capitalisme reparte sur des bases saines, il aurait été nécessaire de détruire ce capital fictif (et même sans doute une partie du capital productif). Certes, il y a eu des pertes, mais les politiques menées à travers le monde ont été guidées par la volonté de préserver au mieux ces droits de tirage que représente le capital fictif.

Cela s'est fait de deux manières : d'une part en transférant une partie des dettes privées vers les dettes publiques et, à travers les mesures d'austérité, par une ponction supplémentaire de plus-value ; d'autre part, par l'injection massive de liquidités. Dans le premier cas, on peut dire que le capitalisme « respecte » la loi de la valeur, en cherchant à augmenter le ratio plus-value/capital. Dans le second cas, au contraire, il cherche à nier ou à contourner la loi de la valeur en conservant le capital fictif, c'est-à-dire la valeur boursière de titres sans rapport avec la situation de la sphère productive. Fondamentalement, la crise peut donc être interprétée comme un sévère rappel à l'ordre de la loi de la valeur, et la prochaine crise le confirmera sans doute.

Il y a là une contradiction fondamentale entre la volonté de préserver le capital fictif et l'objectif d'une reprise de l'accumulation. C'est ainsi que la finance se transforme : alors qu'elle était un élément-clé de la cohérence du modèle néo-libéral, elle devient un obstacle. Mais, évidemment, elle reste le support de la richesse du « 1 % ».

L'inefficacité du keynésianisme

Les recettes classiquement dénommées keynésiennes ne permettent pas au capitalisme de surmonter ses difficultés. On pourrait même avancer la thèse selon laquelle le keynésianisme n'est acceptable par le capitalisme que dans les périodes où il peut compter sur de forts gains de productivité. L'idée d'une relance par la demande est en totale opposition avec la logique capitaliste dont l'unique objectif est de rétablir le taux de profit.

C'est vrai aussi, malheureusement, pour les projets qui cherchent à combiner relance de l'activité et transition écologique. La contradiction entre l'austérité budgétaire et la nécessité de recourir à l'investissement public pour soutenir la transition écologique devrait sauter aux yeux. C'est d'ailleurs le constat très lucide que fait Gaël Giraud : « C'est là qu'intervient l'immense enjeu de la transition écologique, qui exige un effort d'investissement public colossal si nous voulons mettre en œuvre l'accord de Paris. Donner la priorité aux coupes budgétaires est exactement le contraire de ce qu'il faut faire pour, à court terme, créer des emplois et, à long terme, éviter la catastrophe climatique » [17]. Mais entre « ce qu'il faut faire » et ce que le capitalisme accepte de faire, il y a les exigences de la rentabilité qui délimitent étroitement le champ ouvert à un « capitalisme vert ». Toute relance de type keynésien supposerait en fin de compte que le capitalisme accepte de fonctionner avec une moindre rentabilité, et que les dominants dans lesquels il s'incarne renoncent à leurs privilèges. […]

Document 4

Crise économique et désordres mondiaux

Michel Husson

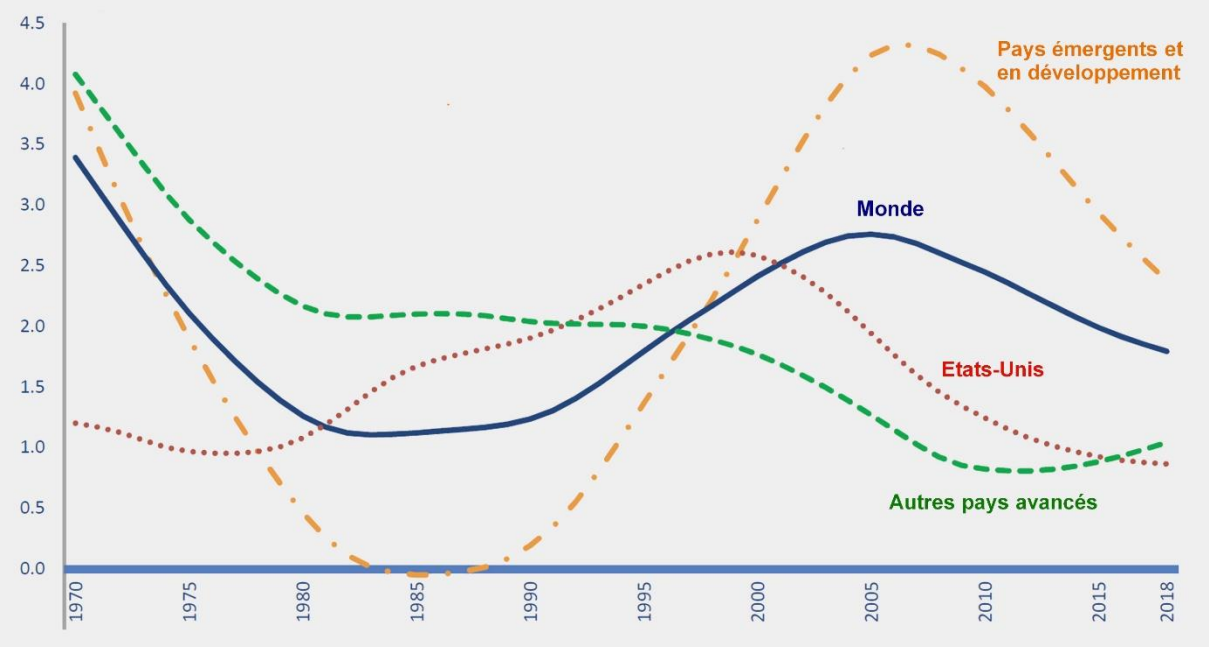
Septembre 2018

Version intégrale sur alencontre.org/laune/crise-economique-et-desordres-mondiaux.html

Dix ans après la faillite de Lehmann Brothers, les contributions se multiplient, autour de deux questions : comment cela est-il arrivé ? Est-ce que cela peut se reproduire ? Mais elles sont à peu près toutes centrées sur les dérives de la finance, passées ou à venir. Le point de vue adopté ici est un peu différent, puisqu'il cherche à identifier les racines économiques des désordres mondiaux. Son fil directeur est le suivant : l'épuisement du dynamisme du capitalisme et la crise ouverte il y a dix ans conduisent à une mondialisation de plus en plus chaotique, porteuse de nouvelles crises, économiques et sociales.

Le capitalisme essoufflé

Le dynamisme du capitalisme repose en dernière instance sur sa capacité à dégager des gains de productivité, autrement dit à faire croître le volume de marchandises produites en une heure de travail. Depuis les récessions généralisées de 1974-75 et 1980-82, les gains de productivité ont tendanciellement ralenti. On est passé de ce que certains ont qualifié d'« Âge d'or » (pour souligner le caractère exceptionnel de cette période) au capitalisme néo-libéral, aujourd'hui menacé par une « stagnation séculaire ». Durant cette période, le capitalisme a réussi cette prouesse : rétablir la profitabilité en dépit du ralentissement des gains de productivité illustré par le graphique 1 ci-dessous.



Graphique 1. Croissance de la productivité du travail

Cela n'a été possible que par un freinage à peu près universel des salaires, dont la part dans le revenu baisse tendanciellement. Et ce résultat a été lui-même obtenu grâce à un ensemble de dispositifs réagissant les uns sur les autres (mondialisation, financiarisation, innovations technologiques, endettement) dont il serait vain de vouloir décomposer les contributions relatives. Les inégalités font partie intégrante de ce modèle cohérent, mais dont la cohérence ne pouvait être durable. Ce sont les contradictions de ce modèle qui ont conduit à la crise de 2007-2008. La mondialisation est bien l'un des éléments essentiels de ce modèle, mais la crise a eu pour effet d'en modifier les caractéristiques.

Le grand basculement du monde

La décennie précédant la crise a été marquée par la montée des pays dits émergents, et notamment la Chine. Cette « émergence » est portée par une nouvelle organisation de la production dont les différents segments sont répartis sur plusieurs pays, du stade de la conception à celui de la production et de la livraison au consommateur final. Ces « chaînes de valeur mondiales » sont instaurées sous l'égide des firmes multinationales qui tissent une véritable toile enserrant l'économie mondiale. Un smartphone est aujourd'hui conçu, produit et commercialisé par des travailleurs aux quatre coins du monde.

Cette nouvelle forme de mondialisation a servi d'échappatoire à la crise du début des années 1980, en ouvrant un réservoir de main-d'œuvre à bas salaires, encore accru après l'effondrement du « socialisme réel ». Mais elle a conduit à un véritable basculement de l'économie mondiale, comme en fait foi la répartition de la production manufacturière mondiale (hors énergie) : elle a augmenté de 62 % entre 2000 et 2018, mais la quasi intégralité de cette progression a été réalisée par les pays dits émergents où elle a bien plus que doublé (+152 %) alors qu'elle n'a que faiblement progressé dans les pays avancés (+16 %).Les pays émergents réalisent aujourd'hui, 42 % de la production manufacturière mondiale, contre 27 % en 2000. Dans certains pays, comme la Chine et la Corée du Sud, cette industrialisation est de moins en moins cantonnée aux industries d'assemblage (textile ou électronique) et marque une « remontée des filières » vers des produits de haute technologie, voire des biens de production.

L'opposition entre pays « avancés » et « émergents » est cependant une grille de lecture trompeuse. Au début du siècle, Rosa Luxembourg pouvait définir l'impérialisme comme « l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux ».Nicolas Boukharine décrivait un « processus de nationalisation du capital, c'est-à-dire la création de corps économiques homogènes, enfermés dans les frontières nationales et réfractaires les uns aux autres ». Chaque pays impérialiste partait alors à la conquête du monde, d'où la première guerre mondiale, qualifiée d'inter-impérialiste.
Mais aujourd'hui la carte des États et celle des capitaux ne coïncident plus. Il faut donc abandonner la représentation d'un face-à-face asymétrique entre pays impérialistes et pays dépendants et la remplacer par un concept d'économie mondiale structurée selon une logique de développement inégal et combiné portée par les firmes transnationales.

États et capitaux

A partir du moment où la carte des États et celle des capitaux sont de plus en plus disjointes, il faut penser autrement les relations qu'ils entretiennent. Certes, les liens privilégiés entre telle multinationale et « son État » n'ont évidemment pas disparu et l'État cherchera à défendre les intérêts de ses industries nationales. La prise de distance vient plutôt du fait que les grandes entreprises ont le marché mondial comme horizon et que l'une des sources de leur rentabilité réside dans la possibilité d'organiser la production à l'échelle mondiale de manière à minimiser leurs coûts et à localiser leurs profits dans les paradis fiscaux. Elles n'ont aucune contrainte les forçant à recourir à l'emploi domestique, et leurs débouchés sont en grande partie déconnectés de la conjoncture nationale de leur port d'attache. Cela veut dire que la faible croissance du marché intérieur d'un pays est supportable pour les entreprises de ce pays, à partir du moment où elles disposent de débouchés alternatifs sur le marché mondial. La tâche des États, et c'est particulièrement vrai en Europe, n'est plus tellement de défendre leurs « champions nationaux » mais de tout faire pour attirer les investissements étrangers sur leur territoire.
Cette organisation de la production mondiale a été rendue possible et construite par des décisions politiques visant à renverser tous les obstacles à une libre circulation des capitaux à travers le monde. Elles ont été mises en œuvre par des institutions et des traités internationaux, et souvent imposées aux pays dépendants sous forme de plans d'ajustement structurels.
La mondialisation conduit donc à un entrelacement de relations de pouvoir qui s'organisent selon ce que l'on pourrait appeler une double régulation contradictoire. D'un côté, les États cherchent à défendre leur rang dans l'échelle des puissances nationales, tout en garantissant les conditions de fonctionnement du capitalisme mondialisé. D'un autre côté, ces mêmes États doivent concilier les intérêts divergents des capitaux tournés vers le marché mondial avec ceux du tissu d'entreprises produisant pour le marché intérieur, et à gérer la conflictualité sociale intérieure.
<u>Les relations de pouvoir économique sont aujourd'hui structurées selon deux axes : un axe « vertical » classique opposant les États nationaux, et un axe « horizontal » correspondant à la concurrence entre capitaux.</u> Les institutions internationales fonctionnent alors comme une sorte de « syndic d'États capitalistes » mais il n'existe aujourd'hui ni « ultraimpérialisme », ni « gouvernement mondial. » Le capitalisme contemporain échappe au contraire à toute véritable régulation et fonctionne de manière chaotique, ballotté entre une concurrence exacerbée et la nécessité de reproduire un cadre de fonctionnement commun. Les prérogatives de l'État-nation n'ont pas pour autant été supprimées, contrairement à certaines thèses unilatérales. S'agissant de l'économie mondiale, il en est une qui subsiste : le contrôle des matières premières.

La maîtrise des matières premières

La lutte permanente pour l'accès aux matières premières n'a jamais cessé et engendre déséquilibres et conflits. On pense évidemment à l'énergie : au pétrole, à l'uranium, etc. Il faut y ajouter les terres spoliées [6] au profit de l'agriculture productiviste, de l'hydroélectricité et de l'exploitation minière. L'accès à l'eau engendre aussi nombre de conflits régionaux.
La mondialisation a pour effet de déstabiliser l'agriculture paysanne, soit en inondant le pays d'importations de produits alimentaires, soit par l'accaparement des terres. En même temps, les investissements internationaux ont souvent comme motif de délocaliser les productions les plus polluantes dans les pays aux législations peu exigeantes. Tous ces mécanismes sont encore aggravés par le changement climatique, de telle sorte que l'on peut finalement avancer l'idée que les transferts au sens large (déchets, pollutions, réchauffement, sécheresses, pluies torrentielles, produits agricoles subventionnés, semences brevetées, engrais et pesticides) sont « les causes des exils forcés ».
Ce tableau comporte cependant le risque d'un déterminisme un peu trop simpliste qui conduirait à oublier l'articulation avec d'autres facteurs sociaux et politiques. Soutenir par exemple que la guerre civile en Syrie a été fomentée en sous-main afin de préserver les intérêts des grands groupes pétroliers serait évidemment très réducteur. Mais cette détermination – à laquelle se rajoutent les ventes d'armes –existe bien […]

[…]

Dislocation sociale

La crise a servi de révélateur à un autre phénomène – que les politiques d'austérité ont par ailleurs contribué à exacerber –, à savoir celui de la dislocation sociale engendrée par la mondialisation. Celle n'est en effet ni « heureuse » ni « inclusive ». Beaucoup d'études, émanant y compris d'institutions internationales comme le FMI et l'OCDE, ont pointé ses effets corrosifs dont le plus marquant est la polarisation des emplois.
Dans tous les pays avancés, on observe le même phénomène : l'emploi augmente « par les deux bouts ». Les emplois très qualifiés progressent à un bout de l'échelle, les emplois précaires à l'autre ; entre les deux, la « classe moyenne » stagne et ses perspectives d'ascension sociale s'évanouissent. Dans le même temps, les inégalités de revenus se creusent. La mondialisation n'est pas la seule responsable, et il est très difficile, voire impossible, de l'extraire d'un modèle d'ensemble où la financiarisation et la mise en œuvre des nouvelles technologies ont aussi leur part, tout comme le rapport de forces entre capital et travail.
C'est l'occasion de rappeler que des pays entiers ne sont ni « avancés » ni « émergents », et qu'une part importante de la population mondiale vit dans des segments de pays qui sont tenus à l'écart de la dynamique de la mondialisation capitaliste. Les lignes de fracture traversent ainsi les formations sociales et contribuent à la déstructuration des sociétés.
Il n'y a donc rien de surprenant de constater la multiplication récente des études sur les inégalités de revenus. Branko Milanovic, l'un des spécialistes mondiaux de cette thématique, résume ainsi un constat désormais partagé : « Les inégalités de revenus s'accroissent à l'intérieur des pays, mais se réduisent au niveau mondial avec la montée de la Chine. » Et ce creusement des inégalités, à l'intérieur des pays, « pèse sur la stabilité politique des États-nations ».
Face à cette mise en cause, les institutions internationales font leur mea culpa sur le thème : il aurait fallu mieux redistribuer les bienfaits de la mondialisation pour la rendre plus « inclusive. » Mais ce vœu pieux est contradictoire avec l'un des ressorts de la mondialisation, qui est une concurrence fiscale exacerbée. Le taux moyen d'impôts sur les bénéfices dans les pays avancés est ainsi passé de 44 % au début des années 1990 à 33 % en 2017, et même à 27 %, compte tenu des mesures prises par Donald Trump . Et le mouvement est mondial : le taux moyen a lui aussi baissé d'un tiers sur la même période.
La contradiction est patente : l'« attractivité » implique une baisse constante des ressources fiscales qui ne peuvent donc être consacrées à une redistribution corrigeant les effets de la mondialisation pour la rendre « inclusive ». Cette défiscalisation généralisée des profits est la porte ouverte à l'évasion fiscale, qui réduit encore plus les ressources des États : 40 % des profits des multinationales ont été localisés dans les paradis fiscaux en 2015 L'État social est alors miné de l'intérieur et il n'est pas surprenant que l'adaptation à l'économie mondialisée aille de pair avec son « dégraissage. » Les fonctions de l'État ne sont pas pour autant neutralisées par la mondialisation, elles sont réorientées : l'État social devient un État antisocial dont la priorité est l'attractivité et la compétitivité de son économie.
La défiance croissante vis-à-vis de l'Union européenne peut elle aussi être interprétée comme l'effet en retour de la crise de la mondialisation, tant les institutions européennes sont de plus en plus considérées comme étant guidées par un projet d'adaptation à la logique de l'économie mondialisée.

L'effet Trump

La capacité disruptive de Donald Trump semble sans limite mais ses mesures protectionnistes ne tiennent pas compte de la manière dont fonctionne l'économie des États-Unis, ni de l'entrelacement actuel des capitaux. Sur le premier point, l'un des éléments essentiels de la Chinamerica était de permettre aux États-Unis la baisse du taux d'épargne des ménages (et donc la croissance de la consommation), avec comme contrepartie un déficit commercial important financé par les capitaux venant du reste du monde, et notamment de Chine. […]
Ce que ne comprend pas non plus l'administration sous l'égide de Trump, c'est que le commerce mondial porte principalement sur des biens et services intermédiaires dont la part est « presque deux fois plus importante que celle des biens et services destinés à la demande finale » comme le rappelait récemment le directeur général de la Banque des règlements internationaux. Il s'agissait évidemment pour lui de défendre le libreéchange, mais ce constat correspond à la réalité.
Dans le cas des États-Unis, une bonne partie de leurs importations correspondent à des investissements états-uniens dans des pays comme la Chine ou le Mexique. Selon le FMI, les États-Unis détenaient, en 2015, 44 % du stock d'investissements directs réalisés au Mexique, et la part des exportations chinoises vers les États-Unis provenant d'entreprises à participation étrangère était de 60% en 2014.
Il n'est donc pas surprenant que le monde des affaires états-unien soit divisé et que de nombreux secteurs redoutent le renchérissement de leurs importations de biens intermédiaires ou redoutent les mesures de rétorsion : « l'inquiétude suscitée par l'impact du protectionnisme de M. Trump ne cesse d'augmenter dans l'ensemble de l'économie américaine, où de nombreuses entreprises s'appuient sur les chaînes de valeur mondiales afin de conserver des prix bas et des profits élevés, et redoutent que cette époque puisse bientôt prendre fin ». Ainsi un groupe d'entreprises a déposé un recours devant le tribunal de commerce international de New York pour contester la surtaxe de 25 % sur les importations d'acier. Les entreprises phare du numérique ont aussi critiqué les limites à l'immigration qui pourrait réduire le drainage des cerveaux en leur faveur. […]

Le redéploiement chinois

Si Donald Trump a manifestement décidé d'en finir avec l'axe États-Unis/Chine, la Chine est elle aussi en train d'emprunter une nouvelle voie fondée sur trois principes. Le premier est de recentrer son économie vers le marché intérieur, ce qu'elle fait très progressivement. Deuxième axe : le gouvernement chinois met en avant l'objectif d'une montée en gamme de sa production, avec l'ambitieux programme Made in China 2025. Enfin, la Chine développe le projet baptisé « La ceinture et la route » : il s'agit d'un programme gigantesque d'infrastructures de près de 1000 milliards de dollars, qui concerne plus de 60 pays. La « ceinture » relie – par terre – la Chine à l'Europe occidentale via l'Asie centrale et la Russie ; la « route » est maritime et permettra de rejoindre l'Afrique et l'Europe par la mer de Chine et l'océan Indien. […]

Les temps mauvais

Le tableau de l'économie mondiale après dix ans de crise est sombre : l'Union européenne est écartelée, entre Brexit et montée de l'extrême-droite ; la zone euro se fractionne ; de nombreux pays dits émergents sont soumis à des mouvements de capitaux erratiques ; les dettes, et surtout les dettes privées, n'ont pas cessé de s'accumuler ; la part des richesses créées revenant à ceux qui les créent diminue à peu près partout, et les inégalités se creusent ; l'État social est miné par la concurrence fiscale, etc. Plutôt que de se résorber, les effets de cette crise se sont aggravés. La raison de fond est qu'il n'existe pas de modèle pouvant se substituer à celui qui est entré en crise il y a dix ans, qui soit acceptable pour l'oligarchie mondiale. Tous les principes d'organisation de l'économie mondiale se délitent peu à peu, en particulier sous les coups de boutoir de Donald Trump. Seule la Chine dispose d'un programme cohérent de restructuration d'une partie de l'économie mondiale à son profit.
Dans ces conditions, beaucoup de commentateurs annoncent aujourd'hui une nouvelle crise (peut-être aussi pour se prémunir de leur aveuglement dix ans plus tôt) sans que personne ne puisse dire quel en sera l'élément déclencheur. Mais l'inquiétude dominante résulte du fait qu'il n'existe plus de munitions disponibles. Gordon Brown, le premier ministre britannique au moment de la crise, a bien exprimé cette crainte : « Quand la prochaine crise se produira, nous découvrirons que nous n'avons ni la marge de manœuvre fiscale ou monétaire, ni la volonté d'en user. » Et il pointe ce qui est sans doute le plus inquiétant, à savoir que « la nécessaire coopération internationale nous fera défaut ».

Les instruments de coordination ont perdu de leur substance ou ont été abandonnés par la puissance encore dominante. Il n'y a plus de pilote de la mondialisation. Le défi climatique impliquerait pourtant, par nature, une coopération internationale, sans même parler de la bifurcation vers un autre modèle de développement. Mais les désordres dans l'économie mondiale, les politiques hostiles à l'investissement public, et sans doute la logique inhérente au capitalisme, font que cette perspective semble tragiquement hors de portée aujourd'hui.

Document 5

Les coordonnées de la crise qui vient

Michel Husson, A l'encontre, 23 Octobre 2015

Texte intégral sur :http://alencontre.org/laune/economie-les-coordonnees-de-la-crise-qui-vient.html

Alors que la zone euro esquisse une phase de reprise très modérée, les pronostics alarmistes se multiplient quant à la trajectoire générale de l'économie mondiale : « la croissance chinoise ralentit, l'économie mondiale souffre », titre par exemple Le Monde du 20 octobre 2015. Christine Lagarde1 énumère les « raisons d'être inquiets sur le front économique », et Jacques Attali2 annonce que « le monde s'approche d'une grande catastrophe économique ».

Commençons par un bref panorama de la conjoncture : la croissance mondiale ralentit, principalement dans les pays émergents hormis l'Inde. Cette tendance s'autoalimente avec la baisse du prix des matières premières et se transmet aux pays avancés. Le commerce international ralentit lui aussi, au même rythme que le PIB mondial, comme si la mondialisation productive avait atteint un plafond. La zone euro enregistre une très timide et inégale reprise. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni tirent leur épingle du jeu, mais la croissance tend à ralentir dans un cas et apparaît artificielle dans l'autre.

Du côté de la « sphère financière », le quantitative easing (assouplissement quantitatif) nourrit des bulles d'actifs plutôt que l'investissement productif, qui stagne. Et la seule perspective - jusqu'ici repoussée - d'une remontée des taux de la Fed (la banque centrale des Etats-Unis) pèse comme une épée de Damoclès qui suffit à déstabiliser les monnaies et les marchés financiers de nombreux pays. Bref, « l'incertitude et des forces complexes pèsent sur la croissance mondiale », pour reprendre la formule du FMI dans ses dernières perspectives.

De ce tableau pointilliste, on peut extraire les trois caractéristiques essentielles de cette conjoncture:

x la persistance des « séquelles de la crise financière mondiale » ;

x les perturbations de l'économie mondiale ;

x la perspective d'une « stagnation séculaire »

Les séquelles de la crise financière mondiale

Le quantitative easing (assouplissement quantitatif) consiste pour une Banque centrale à acheter des titres. Elle crée ainsi de la monnaie qui, injectée dans l'économie, est censée la faire redémarrer. Admettons même que cela ait pour un temps fonctionné aux Etats-Unis. Quoi qu'il en soit, le fait nouveau est que l'on commence à prendre conscience que ce type de mesure a des effets collatéraux redoutables.

Le président de la Banque fédérale de Dallas, Richard Fisher (un minoritaire au sein de la Fed) résume ainsi son scepticisme : « l'argent que nous avons imprimé n'a pas été aussi bien distribué que nous l'avions espéré. Il y en a trop qui est allé vers une spéculation corruptrice, ou plus exactement corrosive ». […]

L'inefficacité à terme des politiques monétaires s'explique par plusieurs mécanismes ou effets secondaires qui pèsent sur la conjoncture actuelle. Pour commencer, cette injection de monnaie est aveugle et rien ne garantit que les liquidités vont être utilisées de manière favorable à l'investissement. Tout au contraire, elles vont alimenter la spéculation et provoquer une hausse du prix des actifs qui ne profite qu'aux plus riches et qui conduit à la formation d'une bulle.

Des taux d'intérêt historiquement bas

Le quantitative easing conduit simultanément à une baisse des taux d'intérêt (graphique 1). Celle-ci pourrait contribuer à faire redémarrer l'investissement en logement et surtout l'investissement productif tout court. La reprise de l'investissement est d'ailleurs la question-clé pour toute reprise. Mais il se trouve que cette reprise n'a pas lieu, parce que les entreprises n'investissent pas, faute de débouchés et/ou de profit. Elles rétablissent leurs marges, font du cash, multiplient les fusions-acquisitions, distribuent des dividendes, mais leur investissement reste plat. […]

L'accumulation des dettes

Le résultat est une énorme accumulation de dettes privées et publiques. Selon une étude du McKinsey Global Institute, elles représentaient près de 200 000 milliards de dollars à l'échelle mondiale, soit 286 % du PIB mondial, contre 269 % en 2007, avant que la crise n'éclate. Cette progression est particulièrement nette pour la dette des Etats, mais aussi pour celle des entreprises
Cette tendance concerne spécialement la dette des entreprises non financières des pays émergents, qui a quadruplé entre 2004 et 2014. Le FMI se demande s'il faut s'en inquiéter et leur recommande de se préparer aux effets d'un durcissement des conditions de financement. Comme les économies avancées vont « normaliser leur politique monétaire, les marchés émergents devraient se préparer à une augmentation des faillites d'entreprises ».
Ce panorama conduit donc à deux scénarios de déclenchement de la prochaine crise. Le premier a été décrit par François Morin dans son dernier livre. Son point de départ est l'existence de bulles financières sur les dettes publiques, mais aussi sur les marchés financiers dopés par des taux d'intérêt très bas. L'élément déclencheur pourrait être la défaillance d'une banque systémique, avec réaction en chaîne sur d'autres grandes banques.
Le second scénario renvoie aux inquiétudes du FMI concernant les pays émergents. L'élément déclencheur serait alors une hausse du taux d'intérêt de la Banque fédérale des Etats-Unis, le durcissement des conditions financières évoqué par le FMI. Elle conduirait à une explosion des bulles en commençant par les pays émergents, avec évidemment des répercussions sur le reste de la finance mondiale.
En résumé, les facteurs de risque sont aujourd'hui réunis autour de cette contradiction : d'un côté, les politiques de quantitative easing ne mordent pas sur l'économie réelle, alimentent des bulles et ont placé la finance mondiale sur une trajectoire qui ne peut pas être poursuivie indéfiniment. Mais, la hausse des taux d'intérêt provoquerait l'explosion incontrôlée des bulles, dans un contexte où les Etats n'ont pratiquement plus de munitions pour sauver une nouvelle fois les banques. [….]

Ces analyses montrent que le fonctionnement de l'économie mondiale échappe à toute régulation, et que les pays émergents sont exposés aux mouvements de capitaux qui ont des effets déstabilisateurs, qu'ils entrent ou qu'ils sortent. La période récente se caractérise justement par une volatilité accrue de ces mouvements de capitaux.

L'épuisement des gains de productivité
Lors de la présentation des dernières prévisions de l'OCDE, son économiste en chef, Catherine Mann, soulignait que « le ralentissement de la croissance potentielle dans les pays avancés est une préoccupation permanente ». Et Christine Lagarde, pour le FMI, évoquait la « nouvelle médiocrité», autrement dit « le risque d'une timide croissance persistante » qui, selon elle, « s'approche ».
Au fondement de cette configuration, il y a l'épuisement des gains de productivité. Cette tendance n'est pas nouvelle, puisqu'elle s'est enclenchée dans les pays avancés dès le milieu des années 1980, avec de fortes fluctuations dans le cas des Etats-Unis. Mais, après tout, les pays émergents avaient pris le relais et les gains de productivité qu'ils réalisaient pouvaient en grande partie être captés par les « vieux » pays capitalistes. Au début de la crise, les pays émergents avaient d'ailleurs soutenu la croissance mondiale. Mais ce grand basculement de l'économie mondiale est peutêtre arrivé à un point d'inflexion : les données les plus récentes du Conference Board montrent en effet que la croissance de la productivité horaire du travail a nettement reculé dans les pays émergents depuis le début de la crise.
[…]

Or, la productivité, et plus directement la productivité globale des facteurs, est un élément essentiel de la dynamique du taux de profit. Ce dernier s'est pourtant rétabli dans les principaux pays capitalistes, en dépit de cet épuisement de la productivité. Cette prouesse n'a pu être réalisée que par la mise en place de toute une série de dispositifs : financiarisation, endettement, inégalités, baisse de la part salariale, etc. Dans le même temps, la raréfaction des occasions d'investissement rentable a conduit à une stagnation du taux d'investissement productif.

Les taux de profit dans le désordre
Il n'y a pas d'alternative pour le capitalisme, sinon de remettre les rails le modèle néolibéral, tout en cherchant à en réduire les facteurs de déséquilibre. Dans cette quête d'une sortie de crise, la question-clé est évidemment le rétablissement du taux de profit, qui ne peut que passer principalement par l'augmentation du taux d'exploitation. Or, un constat frappant est la dispersion des performances. Parmi les pays avancés, on assiste à un écartèlement des taux de profit, à la fois entre les Etats-Unis et la zone euro

et à l'intérieur de cette dernière.

[….]

La crise qui vient ?
Une chose est sure à l'issue de ce (trop) rapide tour d'horizon : la « Grande récession » a ouvert une période de « régulation chaotique » à l'échelle mondiale. Une nouvelle crise semble aujourd'hui à peu près inévitable et il est difficile de discerner où se trouvera le point de rupture (bourse, banque, dette, taux de change ?) mais cet épisode sera en tout cas le marqueur de profondes contradictions structurelles.
Le capitalisme mondial est aujourd'hui soumis à une tension fondamentale. D'un côté, la gestion de la crise qui a éclaté en 2008 a été menée selon deux principes essentiels : ne pas solder les comptes (les « séquelles ») et reconstituer le modèle néo-libéral d'avant-crise, en cherchant à en contrôler les effets les plus délétères. Il s'agit en pratique de garantir les droits de tirage acquis par le « 1 % » et la liberté d'action des banques et des multinationales. Mais, le ressort fondamental du dynamisme du capitalisme, à savoir les gains de productivité, est aujourd'hui en voie d'épuisement.
Cette configuration conduit à des interactions complexes entre les évolutions au sein de la sphère productive et le maniement des instruments financiers et monétaires. C'est pourquoi, comme en 2007-2008, le lieu de déclenchement de la prochaine crise ne suffira pas à en révéler les causes profondes.

Document 6

Les dominants s'inquiètent- Deux articles récents

Les cinq ingrédients qui préparent la crise de 2020

Nouriel Roubini, Les Echos, 04/10/2018

Dix ans après la chute de Lehman Brothers en 2008, le risque d'une nouvelle déflagration est à nouveau élevé. Et, cette fois, les Etats surendettés ne disposent plus des mêmes armes pour y faire face.

Dix ans après l'effondrement de Lehman Brothers , des interrogations demeurent autour des causes et conséquences de la crise financière. Mais dans une perspective d'avenir, la question la plus pertinente consiste à déterminer ce qui provoquera la récession et la crise mondiale de demain.

Vers une récession mondiale

L'actuelle expansion mondiale devrait se poursuivre l'année prochaine, dans la mesure où les Etats-Unis enregistrent d'importants déficits budgétaires, où la Chine applique des politiques de crédit assouplies et où l'Europe reste sur une trajectoire de reprise. Mais d'ici à 2020, les conditions tendront vers une crise financière, suivie d'une récession mondiale. Plusieurs raisons expliquent cela.

Premièrement, les politiques de relance budgétaire qui poussent actuellement la croissance annuelle américaine au-dessus de son potentiel de 2 % ne sont pas tenables. D'ici à 2020, ladite relance se sera épuisée.

Inexorable hausse des taux d'intérêt

Deuxièmement, le timing de cette relance ayant été inadapté, l'économie américaine connaît actuellement une surchauffe, et l'inflation s'élève au-dessus de la cible. La Réserve fédérale des Etats-Unis devrait ainsi continuer d'augmenter le taux cible des fonds fédéraux, l'amenant de son niveau actuel de 2 % à 3,5 % au

moins d'ici à 2020, ce qui élèvera probablement les taux d'intérêt à court et long terme, ainsi que le dollar américain.

Dans le même temps, l'inflation augmente également au sein d'autres économies majeures, tandis que le prix du pétrole contribue à des pressions inflationnistes supplémentaires. Cela signifie que les autres grandes banques centrales suivront la Fed sur la voie d'une normalisation de la politique monétaire, ce qui réduira la liquidité mondiale, tout en exerçant une pression à la hausse sur les taux d'intérêt.

Escalade commerciale

Troisièmement, les tensions commerciales opposant l'administration Trump à la Chine, à l'Europe, au Mexique, au Canada et à d'autres sont vouées à l'escalade, engendrant une croissance plus lente et une inflation plus élevée. La croissance dans le reste du monde devrait donc ralentir, sous l'effet de pays jugeant bon de riposter contre le protectionnisme américain. Les marchés émergents, d'ores et déjà fragilisés, continueront de subir les effets du protectionnisme et des conditions monétaires resserrées aux Etats-Unis.

Quatrièmement, l'Europe connaîtra, elle aussi, une croissance plus lente, en raison d'un resserrement monétaire et de frictions commerciales. Par ailleurs, les politiques populistes appliquées dans des pays comme l'Italie risquent d'engendrer une dynamique de dette intenable au sein de la zone euro . Dans ces conditions, une nouvelle récession mondiale pourrait conduire l'Italie et d'autres pays à quitter purement et simplement la zone euro.

Valorisations excessives

Cinquième point, les marchés boursiers américain et mondiaux sont en effervescence. Les ratios cours/bénéfice aux Etats-Unis sont supérieurs de 50 % à leur moyenne historique, les valorisations de capitaux privés sont devenues excessives et les obligations d'Etat trop coûteuses compte tenu de leur faible rendement et de leurs primes de terme négatives. Le crédit à haut rendement devient également de plus en plus coûteux, à l'heure où le taux d'endettement des entreprises américaines atteint des sommets historiques.

La marge de relance budgétaire dans le monde est d'ores et déjà réduite.

Par ailleurs, l'endettement sur de nombreux marchés émergents et dans certaines économies développées se révèle clairement excessif. L'immobilier commercial et résidentiel est beaucoup trop coûteux dans de nombreuses régions du monde.

Marges de relance réduites

La marge de relance budgétaire dans le monde est d'ores et déjà réduite par une dette publique massive. La possibilité de nouvelles politiques monétaires non conventionnelles sera limitée par des bilans hypertrophiés, et par un manque de capacité à réduire les taux directeurs. Par ailleurs, les sauvetages dans le secteur financier seront intolérables pour des pays marqués par la résurgence de mouvements populistes, et dirigés par des gouvernements quasi insolvables.

Impuissance des banques centrales

Aux Etats-Unis, en particulier, le législateur a limité la capacité de la Fed à fournir de la liquidité aux institutions financières non bancaires et étrangères présentant des passifs libellés en dollars. En Europe, la montée des partis populistes complique l'adoption de réformes au niveau de l'UE, ainsi que la création des institutions nécessaires pour combattre la prochaine crise financière et la récession qui s'ensuivra.

A la différence de 2008, époque à laquelle les gouvernements disposaient des outils politiques permettant d'empêcher une chute libre, les dirigeants qui affronteront la prochaine récession auront les mains liées,

sachant par ailleurs que les niveaux globaux de dette sont supérieurs à ceux d'avant-crise. Lorsqu'elles surviendront, la crise et la récession de demain pourraient se révéler encore plus sévères et prolongées que celles d'hier.

Le FMI redoute une nouvelle crise financière

Richard Hiault, Les Echos, Le 10/10/2018

Comme un bateau ivre, à peine une brèche dans la coque est-elle colmatée qu'une autre apparaît déjà. Pour l'heure, le système financier international pourrait faire sienne la devise de Paris « fluctuat nec mergitur » (« il est battu par les flots mais ne sombre pas »).

Des mesures de renforcement adoptées

Dans son rapport sur la stabilité financière, publié mercredi matin à Bali, le Fonds monétaire international (FMI) dresse pourtant un bilan plutôt positif des réformes entreprises pour consolider le système financier au cours des dix dernières années . Les banques sont maintenant plus solides ; la quantité et la qualité de leur capital se sont fortement accrues ; les tests de résistance des banques à une déstabilisation des marchés ont été largement adoptés ; bon nombre d'activités financières réalisées hors du cadre bancaire classique (« shadow banking »), en partie responsables de la crise de 2008, ont été réduites ou transformée en outils de marché plus sûrs. Tout irait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes si de nouveaux nuages noirs n'apparaissaient pas à l'horizon, comme le souligne Tobias Adrian, le directeur du département des marchés monétaires et de capitaux du Fonds. *« Les vulnérabilités continuent de s'accumuler et le nouveau système financier n'a jamais été mis à l'épreuve. Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour renforcer sa résistance »*, avertit-il.

Dans le détail, le FMI s'inquiète d'une certaine fuite en avant concernant l'endettement dont le niveau global a progressé.

La croissance économique est repartie, même si elle s'essouffle. Mais tout indique qu'elle a été soutenue par plus de dettes : les politiques monétaires non conventionnelles mises en oeuvre depuis la crise de 2008, en abaissant le coût de l'endettement, ont soutenu la reprise économique, reconnaît le Fonds. Là où le bât blesse, c'est que *« dans un tel environnement, la dette totale du secteur non financier a augmenté à un rythme beaucoup plus rapide que le taux de croissance de l'économie. »* Dans les pays dont le secteur bancaire est le plus développé, l'endettement des entreprises non financières a fortement progressé. Il s'élève maintenant à 167.000 milliards de dollars, soit plus de 250 % du PIB de ces pays, contre 113.000 milliards de dollars (210 % du PIB) en 2008, relève le Fonds.

Inquiétude sur les pays émergents

Aux Etats-Unis, la relance budgétaire va faire exploser une dette publique déjà considérable. La zone euro souffre aussi d'une dette publique élevée, sauf en Allemagne. Pour les pays émergents, l'endettement extérieur a augmenté beaucoup plus rapidement que leurs exportations. Résultat : les pays où la dette extérieure est trop élevée par rapport aux exportations représentent maintenant environ 40 % du PIB global des pays émergents (hors Chine). Le FMI redoute une sortie des capitaux. D'autant plus que ces économies émergentes sont vulnérables à la normalisation de la politique monétaire des pays industrialisés. *« Avec la hausse des taux d'intérêt américains et le raffermissement du dollar, ainsi que l'intensification des tensions commerciales, un certain nombre d'économies de marché émergentes ont connu une inversion des flux d'investissement de portefeuille »*, relève le Fonds.

Risque de fuite des capitaux

Les flux de capitaux des non-résidents vers les marchés émergents ont d'ailleurs ralenti au cours des derniers trimestres. Les flux de portefeuille se sont inversés à partir de la mi-avril après des entrées massives en 2017 et au début de 2018.

Depuis lors, les fonds d'actions et d'obligations des marchés émergents ont enregistré des sorties d'environ 35 milliards de dollars. Pour l'heure, avec l'appétit de risque des investisseurs internationaux, les pressions sont restées contenues et se sont concentrées dans quelques pays (Argentine, Turquie, Brésil, Afrique du sud). Mais une déstabilisation de plus grande ampleur n'est pas à écarter. Au risque, cette fois-ci de faire sombrer le bateau.

Document 7

Le capitalisme a-t-il rencontré des limites infranchissables?

François Chesnais, A l'encontre le 4 - février – 2017

http://alencontre.org/laune/le-capitalisme-a-t-il-rencontre-des-limites-infranchissables.html

La notion de «barrières» ou de «limites» au mode de production

En discussion: savoir si la crise économique et financière mondiale de 2007-2008 peut simplement être vue comme une «très grande crise» d'un capitalisme encore capable de s'ouvrir une nouvelle longue phase de reproduction élargie à l'échelle du «marché mondial enfin constitué» ou au contraire le point de départ du moment historique où le capitalisme rencontrerait des limites qu'il ne pourrait plus repousser. Dans le livre III du *Capital* Marx argumente que «la production capitaliste tend sans cesse à dépasser les limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant les moyens, qui de nouveau, et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières». La question posée est de savoir si la production capitaliste s'affronte désormais à des barrières qu'elle ne peut plus ou pas dépasser, même temporairement. On serait en présence de deux formes de limites infranchissables ayant de très fortes implications pour la reproduction du capital et la gestion de l'ordre bourgeois, surtout pour la vie civilisée. L'une, attenant aux effets de l'automatisation, remonte au 19e siècle et a un caractère immanent, interne au mouvement du capital sur lequel Marx a fortement insisté. L'autre, attenant à la destruction par la production capitaliste, des équilibres éco-systémiques, notamment de la biosphère, n'a pas été prévue par Marx et a d'abord été définie comme limite externe.[…]

La rencontre par le capitalisme de limites qu'il ne peut pas franchir ne signifie en aucune manière la fin de la domination politique et sociale de la bourgeoisie, encore moins sa mort, mais elle ouvre la perspective que celle-ci entraîne l'humanité dans la barbarie. L'enjeu est que celles et ceux qui sont exploités par la bourgeoisie ou qui n'ont pas partie liée avec elle trouvent les moyens de se dégager de son parcours mortifère. Les implications sociales et politiques d'une «stagnation séculaire» bien plus sérieuse dans ses fondements que celle des années 1930 sont difficiles à mesurer mais évidemment immenses, d'autant plus que la situation peut basculer en cas de rupture d'un point de l'écosystème sous l'effet du changement climatique. Une croissance très faible du PIB mondial, et plus encore du PIB per capita, pose déjà de très grands problèmes aux bourgeoisies. Le marché mondial est fait de groupes industriels et bancaires en concurrence brutale et d'oligarchies nationales profondément rivales. La politique de Donald Trump traduit une situation où tous les coups sont désormais permis entre bourgeoisies. Au plan interne, les inégalités (revenus, patrimoines, accès à l'éducation et à la santé) s'accroissent et leurs conséquences sont toujours plus difficiles à gérer. Mandel parlait en 1986 «des défis croissants de toutes les relations bourgeoises fondamentales et des valeurs de la société dans son ensemble», suite à une «augmentation du chômage de masse et des secteurs marginalisés de la population, du nombre de ceux qui 'abandonnent' et de tous ceux

que le développement ‘final’ de la technologie capitaliste expulse du processus de production». Pour celles et ceux «d’en bas» qui vivent dans une société mondialisée dominée par le capitalisme de part en part, les implications sont extrêmement sérieuses au plan quotidien comme à l’horizon historique.[…]

L’analyse de l’économie mondiale comme totalité inclut la dimension des «rapports des hommes à la nature». Le capitalisme s’est comporté comme si la planète – tant comme ensemble de ressources non-renouvelables et d’espaces terrestres et maritimes à épuiser que comme biosphère commandant la reproduction des sociétés humaines – pouvait supporter indéfiniment l’intensité de l’exploitation à laquelle elle est soumise[20]. La très longue phase de croissance du PIB mondial a aussi été celle des émissions de CO_2.

L’informatisation, stagnation séculaire ou limite infranchissable du capital?

[…] Husson (…) pointe vers les difficultés de gestion économique, sociale et politique de l’automatisation par la bourgeoisie: celle-ci «remet en cause la cohérence des sociétés (chômage de masse, polarisation entre emplois qualifiés et petits boulots, etc.) et aggrave une contrainte essentielle, celle de la ‘réalisation’. […]

Le caractère immanent de l’infranchissable barrière écologique et climatique

Si je mettais un point d’interrogation à la fin de l’intertitre précédent, je n’en mets pas ici. Il est possible que Roberts et d’autres aient raison de penser que la barrière de la baisse du profit en taux et en masse puisse encore être repoussée par le capital avant de se dresser de nouveau très vite devant lui. Il suffit de consulter l’entrée Climate Change sur Wikipédia pour qu’il n’en soit pas de même lorsque les processus rétroactifs non datables, mais prévisibles, se produiront. La notion de barbarie, associée par Mandel aux deux guerres mondiales et à l’Holocauste s’appliquera alors aux conséquences sociales du changement climatique. L’un des premiers à soulever de façon générale cette hypothèse à propos des questions environnementales a été Mészáros:

«Dans une certaine mesure, Marx était déjà conscient du “problème écologique”, c’est-à-dire des problèmes de l’écologie sous la domination du capital et des dangers implicites que cela provoque pour la survie humaine. En fait, il était le premier à le conceptualiser. Il a parlé de la pollution et a insisté que la logique du capital – qui doit poursuivre le profit, conformément à l’auto-expansion et à l’accumulation – ne peut prendre en considération les valeurs humaines ni même la survie de l’humanité (…). Ce que vous ne pouvez pas trouver chez Marx, évidemment, c’est une explication de la gravité extrême de la situation à laquelle nous faisons face. Pour nous, la survie de l’humanité est une question urgente.»

Par survie de l’humanité il faut entendre, bien sûr, survie de la «vie civilisée» telle que nous l’entendons encore de façon générale et donc vague à partir des résultats (les «acquis» de la lutte des classes en Europe). Les humains survivront, mais si le capitalisme n’est pas renversé, ils vivront au niveau mondial dans une société du type de celle décrite par Jack London dans son grand roman «dystopique» (contre-utopique), *Le Talon de fer* (1908). […]

[…] L’exploitation sans limites de la force de travail achetée et l’exploitation sans limites et jusqu’à épuisement des ressources naturelles – accompagnées à partir du milieu du 20e siècle par des modes de produire et de consommer provoquant la croissance exponentielle des émissions de gaz à effets de serre – vont ensemble. Elles sont contenues dans la notion de capital et dans celle qui lui est inséparable de production de marchandises, dont une part aujourd’hui massive est socialement inutile et pour ce qui est de sa production matérielle, dévoreuse de ressources non ou difficilement renouvelables, et fortement émettrices de gaz à effets de serre. […]

Les multiples dimensions de la catastrophe silencieuse de l’ère «capitalocène»

[…] Les premiers menacés sont celles et ceux qui sont les plus éloignés et les moins «bénéficiaires» des mécanismes de gaspillage de la «société de consommation».

Dans les pays du centre du système capitaliste mondial les menaces semblent encore lointaines, mais il y a des phénomènes qui y frappent l'imaginaire social, au moins un peu. […]

Ce n'est pas «l'homme» dont l'appétit pour les biens de la planète est sans limites, mais le capitalisme. Jason Moore, que je cite dans le texte publié dans *Inprecor,* a des arguments pour soutenir que le terme «capitalocène» devrait être utilisé plutôt que celui d'anthropocène pour désigner la nouvelle ère géologique, celle où l'homme est devenu une force géophysique se mettant à transformer la biosphère à un tel point que la capacité de la planète à accueillir la vie est menacée.